

Conjoncture Les bilans sont souvent « globalement positifs » et se traduisent en chiffres sectoriels porteurs de bonnes nouvelles. Les rapports sont, en général, pleins d'indicateurs qui dessinent un tableau souvent sombre de nos grands comptes économiques et sociaux. PAR D.A.

Entre les bons chiffres et les mauvais indicateurs

Les analystes et surtout les politiques optent, pour des raisons qu'ils connaissent, pour les chiffres bruts et pour les grandes masses de dépenses publiques, des exportations, des subventions, des réserves de change, des nuitées touristiques réalisées et du nombre de projets engagés.

Les bons chiffres

Le Maroc s'est engagé depuis plusieurs années dans des politiques sectorielles dont certaines ont permis de donner lieu à des résultats quantitatifs et qualitatifs qu'on peut qualifier de performants. Les derniers chiffres mettent notre pays au premier rang africain en matière de production des véhicules automobiles. En effet, les 335.000 véhicules produits dans les usines de Renault dans la région de Tanger dépassent de 4.000 automobiles l'Afrique du Sud. La production attendue de l'Usine Peugeot de Kénitra pourrait mettre le Maroc devant l'Italie. La même satisfaction pourrait être constatée au niveau de l'industrie aéronautique dont les chiffres à l'export et le nombre d'entreprises internationales installées au Maroc évoluent annuellement à un taux qui dépasse les 15%. Après un chiffre d'affaires à l'export d'environ 10 milliards de DH, ce sous-secteur pourrait réaliser un chiffre d'environ 15 milliards au terme de 2018. Les performances du secteur agricole ont été notables durant les dernières années et ce, malgré la prédominance du facteur climatique. Les chiffres liés à la sécurité alimentaire, aux exportations, à l'organisation des filières et à la création d'emplois évoluent régulièrement. Les exportations alimentaires ont dépassé les 52 milliards de DH en 2017 contre environ 48 milliards de DH en 2016.

Les bons chiffres concernent aussi les finances publiques et le secteur des



Les 335.000 véhicules produits dans les usines de Renault dans la région de Tanger dépassent de 4.000 automobiles l'Afrique du Sud.

services. Les montants engagés par l'État pour assurer le fonctionnement des principaux services publics sont très importants et ont connu une évolution constante ces dernières années. Le budget de l'Education a atteint les 60 milliards de DH, celui de la santé est arrivé au seuil des 13 milliards de DH et l'investissement public a dépassé les 190 milliards de DH. Nos recettes liées au tourisme ont enregistré à fin août 2018 un montant avoisinant les 49 milliards de DH, soit une augmentation de 1,3% par rapport à la même période en 2017 et les recettes liées aux transferts des MRE ont progressé de 1% pour s'établir à environ 45 milliards de DH en août 2018.

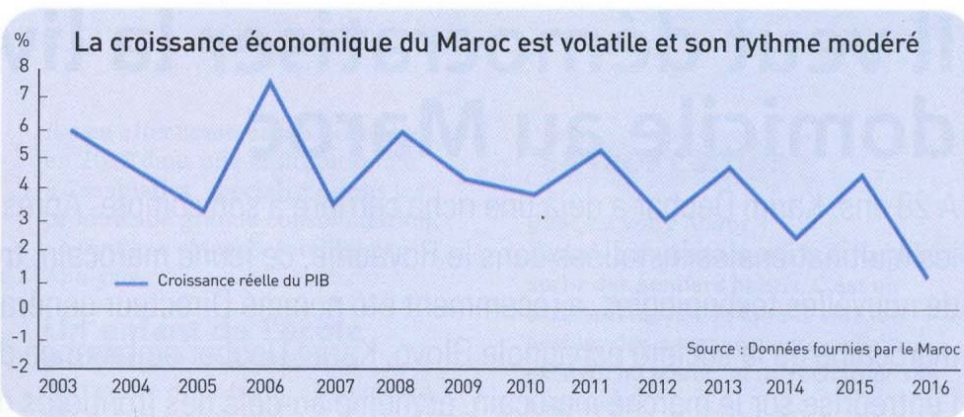
D'autres chiffres pourraient être avancés pour montrer le niveau d'engagement dans le domaine social, culturel ainsi qu'au niveau de l'évolution de la quantité et la qualité des infrastructures, mais le cauchemar des indicateurs pousse à des réveils brusques qui empêchent de profiter de la beauté des chiffres et de leur volume.

L'État dépense environ 400 milliards de DH par an et les autres composantes de l'action publique dépensent aussi et parfois plus et notamment au niveau de l'investissement et pourtant, les indicateurs ne suivent pas.

Les mauvais indicateurs

Les déficits publics continuent de faire flotter sur nos têtes l'arme de l'ajustement structurel dont toute une génération en a subi les conséquences. Le Maroc est toujours mal classé au niveau de l'indice de développement humain, le système d'Education et de formation est considéré comme étant faible et l'économie ne crée qu'un nombre très limité d'emplois. Même au niveau de la gouvernance, et malgré un début de redressement, la mauvaise gestion et la corruption continuent d'impacter négativement les taux de croissance et le climat des affaires. Au niveau du développement humain, le Maroc est classé 123 derrière l'Égypte,

la Libye (en guerre), le Botswana, la Tunisie (95) et l'Algérie (85). Les indicateurs relatifs au chômage sont au rouge et ce, depuis plusieurs années. Le taux du chômage se situe à 10,5% avec une faible capacité de création d'emplois. Les jeunes et notamment les plus diplômés d'entre eux, figurent parmi les catégories les plus touchées par ce fléau social. La productivité du secteur agricole s'est faite, selon le rapport de l'OCDE « *quasiment à emploi constant* ». Le chômage s'est conjugué ces dernières années à la faible productivité du capital humain et des autres facteurs de production pour faire baisser la croissance réelle du PIB. Le dernier rapport de l'OCDE met en relief l'évolution baissière et erratique du taux de croissance durant la dernière décennie. De 7,5 % en 2006, l'évolution du PIB réel a emprunté une courbe baissière qui a conduit en 2016 à une croissance réelle d'environ 1,5 %.



Les indicateurs concernant les déficits extérieurs sont toujours préoccupants. La balance commerciale est toujours déficitaire et le seuil de son déficit est passé de 15,1% du PIB en 2015 à 18,2% en 2016 et à 17,8% en 2017 soit un montant de 188,8 milliards de DH. Ce déficit est dû à un volume d'importations dont la valeur a atteint 437,3 milliards de DH contre des exportations de 248,5 milliards de DH. Le compte courant de la balance des

paiements subit l'impact de ce déficit et son augmentation conduit nécessairement au recours à l'emprunt extérieur lorsque les autres recettes (voyages, transferts...) ne suffisent pas. Le compte courant continue d'enregistrer des déficits et ce, malgré les niveaux qui restent préoccupants. En 2017, ce déficit a atteint 3,6% du PIB contre 4,2% une année auparavant. ■